



---

## Conseil économique et social

Session de fond de 2013

### Segment général

Point 8 de l'ordre du jour

Genève, le 18 juillet 2013

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Madame et Monsieur les Co-facilitateurs,

Je vous remercie de votre présentation claire et succincte. La Suisse soutient tout effort qui vise à renforcer le système des Nations Unies. Elle est en faveur d'un ECOSOC fort et efficace et considère qu'un certain nombre de mesures qui sont proposées peuvent y contribuer. Il s'agit notamment du renforcement du dialogue avec le système de Bretton Woods, de la définition d'un thème annuel, de la rationalisation des rapports pour les sous-commissions et les fonds et programmes ainsi que d'une meilleure coordination avec l'Assemblée générale, ce afin d'éviter des duplications.

L'ECOSOC exerce une fonction essentielle de surveillance de la mise en œuvre des décisions prises en relation avec le système opérationnel des Nations Unies. De ce fait, toute réforme de l'ECOSOC doit nécessairement mener à un renforcement de cette fonction primordiale. La réforme de l'ECOSOC doit par conséquent garantir un renforcement du lien avec le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et ses trois comités fonctionnels pour parvenir à une réponse plus cohérente de l'ensemble du système.

L'ECOSOC sera renforcé s'il peut compter sur l'expertise de tous les acteurs concernés des organisations internationales, des Etats et de la société civile. Or, il appert que l'expertise

mondiale dans des thématiques clé pour l'ECOSOC telles que le commerce, le travail, les affaires humanitaires ou la santé se trouvent à Genève.

En outre, nombre de processus onusiens, comme par exemple l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (QCPR), ont un impact direct sur les organes du système onusien, dont les agences spécialisées, qui sont situés à Genève. Les déconnecter des processus de suivi des décisions stratégiques aurait à notre avis un impact négatif sur le système de développement des Nations Unies. Il aurait également pour résultat d'éloigner une partie conséquente des institutions onusiennes des discussions sur des sujets importants.

Pour ces raisons, la Suisse est convaincue que le nouveau segment « cohérence » (jusqu'à maintenant appelé opérationnel) et le segment humanitaire doivent continuer d'alterner entre New York et Genève et que, par ailleurs, la semaine de développement de haut niveau doit se dérouler au siège onusien où se trouve la plus grande expertise sur le thème annuel de l'ECOSOC.

La Suisse se réjouit de reprendre les discussions concernant le renforcement des fonctions de l'ECOSOC avec tous les Etats membres à la fin du mois d'août à l'Assemblée générale.

Je vous remercie.